

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ
ET DU NUMÉRIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

INCLUANT LA RÉPONSE DU MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU
NUMÉRIQUE À UNE QUESTION ADRESSÉE AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL
DU TRÉSOR

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
Étude des crédits 2023-2024

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d’opposition

Liste des demandes

# demande	Nom de la demande
2RP01	Veuillez fournir le nombre d'effectifs attitrés au ministère. Ventiler par poste et fournir la masse salariale totale.
2RP02	Le nombre de programmeurs informatiques attitrés au ministère.
2RP03	Concernant le projet d'identité numérique, fournir les sommes dépensées jusqu'à présent pour la réalisation du projet, les sommes prévues pour la réalisation du projet, et les sommes prévues pour déployer et connecter le système dans les différents ministères et organismes participants.
2RP04	Concernant le Service d'authentification gouvernemental : a) le nombre de comptes ouverts à ce jour b) le nombre d'incidents de sécurité à ce jour c) le nombre de tentatives d'accès illicite aux données (hacking) d) les sommes dépensées pour offrir des ressources d'accompagnement aux usagères et aux usagers aux prises avec des problèmes avec le service
2RP05	Concernant le projet SAAQclic : a) le nombre, la date et les sommes dépenses pour la réalisation de toute évaluation, analyse ou test effectué par le ministère avant la mise en service b) le nombre d'usagères et d'usagers redirigés vers les bureaux de services de la SAAQ en raison de l'impossibilité ou de la difficulté d'ouvrir un compte sur le service d'authentification gouvernemental c) noms de tous les documents, rapports ou recommandations émises à la SAAQ pour la mise en œuvre de son projet. d) les mesures mises en place et les ressources allouées par le ministère pour éviter qu'un tel fiasco ne se reproduise avec les autres projets de transition numérique dans les ministères et organismes.
2RP06	La liste des entreprises avec lesquelles le ministère a fait de la sous-traitance. Ventiler par secteur d'activité et par type de contrat.
2RP07	L'impact climatique des activités sous la responsabilité du ministère et des organismes qui en relèvent, en particulier : a) la quantité de GES émis directement par le ministère et chacun des organismes b) la quantité de GES émis indirectement par le biais de sous-traitants ou induits par les dépenses du ministère auprès de tiers c) la quantité de GES émis par les systèmes numériques et informatiques du gouvernement, incluant l'utilisation des systèmes de visioconférence dans l'appareil gouvernemental
2RP08	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour la dernière année : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, et la valeur des prix c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours

Réponse du ministère de la Cybersécurité et du Numérique
demande adressée au Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2023-2024

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

# demande	Nom de la demande
2RP08-SCT	Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2022-2023 par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 15 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2023-2024

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Veuillez fournir le nombre d'effectifs attirés au ministère. Ventiler par poste et fournir la masse salariale totale.

2RP-01

RÉPONSE

2022-2023

Catégorie d'emploi	Effectif du ministère de la Cybersécurité et du Numérique ⁽¹⁾ <i>(Au 28 février 2023)</i>	Masse salariale (M\$)
Cadres	122	ND
Emplois supérieurs	6	ND
Ouvriers	3	ND
Personnel de bureau	73	ND
Professionnels	1 207	ND
Techniciens et assimilés	454	ND
TOTAL	1 865	159,5

⁽¹⁾ Effectifs réguliers et occasionnels excluant les étudiants et stagiaires.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2023-2024

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

QUESTION Le nombre de programmeurs informatiques attitrés au ministère.

2RP-02

RÉPONSE

L'information concernant les portraits de la main-d'œuvre et du recours à des consultantes et des consultants affectés aux ressources informationnelles peut être consultée en ligne à l'adresse suivante :

<https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec>

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
Étude des crédits 2023-2024

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

QUESTION
2RP-03

Concernant le projet d'identité numérique, fournir les sommes dépensées jusqu'à présent pour la réalisation du projet, les sommes prévues pour la réalisation du projet, et les sommes prévues pour déployer et connecter le système dans les différents ministères et organismes participants.

RÉPONSE

La partie accessible au public du mémoire déposé au Conseil des ministres visant l'autorisation de la phase d'exécution du projet Identité numérique citoyenne du Programme Service québécois d'identité numérique, laquelle inclut les implications financières, peut être consultée à l'adresse suivante :

[Mémoire concernant l'Autorisation de la phase d'exécution du projet Identité numérique citoyenne du Programme Service québécois d'identité numérique \(quebec.ca\).](#)

Les sommes dépensées à ce jour sont disponibles dans le Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec à l'adresse suivante :

[Projets - Tableau de bord des projets de l'administration publique \(gouv.qc.ca\)](#)

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
Étude des crédits 2023-2024

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Concernant le Service d'authentification gouvernemental :

2RP-04

- a. Le nombre de comptes ouverts à ce jour
- b. Le nombre d'incidents de sécurité à ce jour
- c. Le nombre de tentatives d'accès illicite aux données (hacking)
- d. Les sommes dépensées pour offrir des ressources d'accompagnement aux usagères et aux usagers aux prises avec des problèmes avec le service

RÉPONSE

- a. Au 28 février 2023, 138 366 comptes ont été créés.
- b. Selon le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous ne pouvons confirmer l'existence ou donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.
- c. Selon le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous ne pouvons confirmer l'existence ou donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.
- d. Cette information n'est pas disponible.

QUESTION

Concernant le projet SAAQclic :

2RP-05

- a. Le nombre, la date et les sommes dépenses pour la réalisation de toute évaluation, analyse ou test effectué par le ministère avant la mise en service
 - b. Le nombre d'usagers et d'utilisateurs redirigés vers les bureaux de services de la SAAQ en raison de l'impossibilité ou de la difficulté d'ouvrir un compte sur le service d'authentification gouvernemental
 - c. Noms de tous les documents, rapports ou recommandations émises à la SAAQ pour la mise en œuvre de son projet.
 - d. Les mesures mises en place et les ressources allouées par le ministère pour éviter qu'un tel fiasco ne se reproduise avec les autres projets de transition numérique dans les ministères et organismes.
-

RÉPONSE

- a) Pour soutenir le déploiement du Service d'authentification gouvernementale dans le projet SAAQclic, un accompagnement personnalisé a été réalisé par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique incluant la documentation technique, la mise en place d'un environnement partenaire dédié et la synchronisation de cas d'essais Service d'authentification gouvernementale - SAAQclic pour s'assurer de la bonne intégration entre les deux systèmes.
- b) Cette information n'est pas comptabilisée par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
- c) Les organismes publics sont invités à suivre le cadre normatif de gestion des ressources informationnelles pour leurs projets. Ces documents sont publics et incluent notamment un référentiel d'architecture d'entreprise gouvernementale :

<https://www.tresor.gouv.qc.ca/ressources-informationnelles/publications>

La SAAQ avait également accès au Cadre de référence pour soutenir la gestion et la revue diligente des projets en ressources informationnelles.

La documentation technique nécessaire lors des travaux d'intégration de leurs systèmes au Service d'authentification gouvernementale avait également été transmise.

- d) Le MCN effectue une vigie de plus de 2 500 projets en ressources informationnelles planifiés par les organismes publics assujettis à la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement (la Loi), notamment grâce aux outils de planification que lui transmettent ces derniers, dont ceux en matière de coûts et d'échéancier de leurs projets.

Mécanisme de contrôles, de vérification, de reddition de comptes à l'égard des organismes publics assujettis à la Loi

Lorsqu'il a raison de croire qu'un projet demande un accompagnement plus serré, le MCN peut mettre en place des mesures adaptées à la situation. Il peut demander des informations supplémentaires et planifier des rencontres de suivi.

L'article 16.5 de la Loi prévoit que le ministre de la Cybersécurité et du Numérique peut imposer à un organisme des mesures d'accompagnement à l'égard d'un projet, telle l'assistance d'un comité de vigie.

Lorsque les préoccupations sont plus importantes, que la situation le justifie et sur recommandation du dirigeant principal de l'information, l'article 16.6.3 de la Loi prévoit que le ministre peut établir des mécanismes de contrôle et procéder à un audit afin de s'assurer de l'atteinte des objectifs de la Loi.

La Loi prévoit également que le ministre peut vérifier, en vertu de l'article 22.2, si un organisme respecte les dispositions prévues par la Loi. L'article 22.4 de la Loi prévoit que le ministre présente ses recommandations au ministre responsable de l'organisme visé par cette vérification. Ces ministres peuvent conjointement requérir de cet organisme des mesures correctrices. Ils peuvent également conjointement recommander la suspension ou l'arrêt de ce projet.

Accompagnement du ministère de la Cybersécurité et du Numérique à l'égard des organismes publics assujettis à la Loi

Accompagner la transformation des organismes publics fait également partie de la mission du ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

Ainsi, il offre des services d'accompagnement aux organismes publics qui en font la demande dans leur transformation numérique. Cet accompagnement peut s'effectuer à différentes étapes, allant de l'établissement de leur plan de transformation numérique jusqu'à la conception de projets et de services numériques.

Le Centre québécois d'excellence numérique (CQEN) du MCN diffuse également, à l'intention des organismes publics, des bonnes pratiques à adopter pour s'assurer de concevoir et d'offrir des services numériques gouvernementaux fiables, efficaces et adaptés aux besoins des utilisateurs tout en respectant les normes, les règles et les valeurs du gouvernement du Québec. Un « coffre à outils » de documents est également diffusé et maintenu à jour par le MCN concernant la gouvernance et performance de la transformation numérique, la conception de services numériques et la culture du numérique.

<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/vitrine-numeriqc/accompagnement-des-organismes-publics/guides-et-references>

Cet accompagnement s'effectue d'abord au niveau de la gouvernance, par la diffusion et le suivi d'application des Règles relatives à la gestion des projets en ressources informationnelles et les Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles. Le MCN peut également être appelé à faire partie du comité directeur d'un projet à la demande de l'organisme public qui le réalise.

Le MCN a aussi établi des ententes avec des partenaires de formation comme l'Académie de la transformation numérique de l'Université Laval laquelle offre des parcours spécialisés sur plusieurs sujets touchant aux projets de transformation numérique. Les organismes publics peuvent suivre les formations à la carte et peuvent obtenir les conseils du MCN sur les formations les plus appropriées dans le cadre de la réalisation d'un projet de transformation numérique.

Le MCN offre également des services technologiques mutualisés ou partagés pour accélérer la transformation numérique des organismes publics. Un exemple est le programme de prime aux bogues qui demeure à ce jour une première dans une administration publique au Québec et au Canada.

Dans le cadre de l'utilisation du Service d'authentification gouvernementale par d'autres ministères ou organismes, nous le MCN accentuera ses efforts de communication et proposera des mesures visant à améliorer aussi la gestion du changement pour les citoyennes et les citoyens.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
Étude des crédits 2023-2024

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

QUESTION
2RP-06

La liste des entreprises avec lesquelles le ministère a fait de la sous-traitance. Ventiler par secteur d'activité et par type de contrat.

RÉPONSE

La réponse à cette question peut être consultée à la question 62 des demandes de renseignements généraux des oppositions.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
Étude des crédits 2023-2024

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

QUESTION

L'impact climatique des activités sous la responsabilité du ministère et des organismes qui en relèvent, en particulier:

2RP-07

- a. la quantité de GES émis directement par le ministère et chacun des organismes
 - b. La quantité de GES émis indirectement par le biais de sous-traitants ou induits par les dépenses du ministère auprès de tiers
 - c. La quantité de GES émis par les systèmes numériques et informatiques du gouvernement, incluant l'utilisation des systèmes de visioconférence dans l'appareil gouvernemental
-

RÉPONSE

La réponse à cette question peut être consultée à la question 45 des demandes de renseignements généraux des oppositions.

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
Étude des crédits 2023-2024

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour la dernière année :

2RP-08

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, et la valeur des prix
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.
-

RÉPONSE

Aucun concours ni tirage n'a été réalisé en 2022-2023.

Réponse du ministère de la Cybersécurité et du Numérique

demande adressé au Secrétariat du Conseil du trésor

Étude des crédits 2023-2024

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition

QUESTION

2RP-08-SCT

Liste des projets en ressources informationnelles autorisés par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 15 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

RÉPONSE

À la suite de la modification de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement (LGGRI) par la Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement (2017, chapitre 28), la liste des projets en ressources informationnelles autorisés par le Conseil du trésor est maintenant en vertu de l'article 16.2 de la LGGRI.

La liste ci-dessous présente les projets autorisés par le Conseil du trésor en 2022-2023.

ORGANISME PUBLIC	TITRE DU DOSSIER
Agence du revenu du Québec	Projet « Modernisation du recouvrement à Revenu Québec - Gérer le dossier de recouvrement (MRRQ-GDR) », autorisation de réaliser la phase d'exécution.
Curateur public	Projet « Gestion de la représentation – Volet privé », autorisation de réaliser la phase de planification.
La Financière agricole du Québec	Projet « Conception et mise en œuvre du nouveau modèle d'affaires en financement », autorisation de réaliser la phase d'exécution.
Ministère du Conseil exécutif	Projet « Système des dossiers décisionnels (DOSSDEC5) », autorisation de réaliser la phase de planification.
Ministère de la Cybersécurité et du Numérique	« Projet urbain de radiocommunication (PUR) », autorisation de réaliser la phase d'exécution.
Ministère de la Santé et des Services sociaux	Projet « Vitrine Dossier Santé Numérique », autorisation de réaliser la phase d'exécution.
	Projet « Système d'information des finances, de l'approvisionnement et des ressources humaines (SIFARH) », autorisation de réaliser la phase d'exécution.
	Projet « Infrastructure de visualisation - Visualiseur d'imagerie médicale », autorisation de réaliser la phase d'exécution.
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Projet « Assise numérique commune des registres de l'État (ANCRÉ) », autorisation de réaliser la phase d'exécution.
Secrétariat du Conseil du trésor	Projet « Solution intégrée d'aide à la décision pour la gestion stratégique des investissements en infrastructures publiques (SIAD) », autorisation de réaliser la phase d'exécution.
Société québécoise des infrastructures	Projet « Solution de gestion des actifs », autorisation de réaliser la phase d'exécution.
Société québécoise d'information juridique	Projet « JuridiQC - Phase 3 », autorisation de réaliser la phase d'exécution.